

La vérité, rien que la vérité, toute la vérité

Le procès Khalifa, qui alimente la chronique des Algériens depuis deux semaines, mais qui, curieusement, est totalement absent des journaux télévisés de l'Unique, — cas troublant —, est considéré par beaucoup comme le procès du siècle. Ce qualificatif exceptionnel est justifié par les liens qui existent entre la construction de cet empire financier et le pouvoir politique, les énormes préjudices causés au Trésor public, la corruption et les passe-droits ; d'une manière générale, c'est le procès d'une certaine Algérie de l'argent facile, de l'arrivisme, du cynisme et du clinquant.

L'une des questions-clés de ce procès et qui n'a pas encore trouvé de réponse est celle de l'origine de la fortune de Khalifa, l'argent nécessaire au lancement de tous ses projets. S'il est reconnu que cet empire a bénéficié de soutiens financiers et politiques sans lesquels il n'aurait pas vu le jour, il y a bien eu un fonds propre qui a permis aux idées — du reste audacieuses — de prendre forme. Sur ce plan-là, tout le monde s'accorde à reconnaître que le «golden-boy» algérien a joué de passe-droits exceptionnels qui ne peuvent être octroyés par des sous-fifres, mais qui pourraient être l'œuvre du centre névralgique de ce même pouvoir. S'agit-il de ce que l'on appelle les «cercles occultes» ou «pouvoir réel» ? Ou de la partie institutionnelle de ce même pouvoir, la présidence ou la chefferie du gouvernement ? (*) Personne ne peut aujourd'hui donner la moindre réponse à ces questions fondamentales. Un seul peut le faire et il est absent du procès : Rafik Khalifa lui-même.

Pour revenir à ce fonds propre, il semble qu'il provienne de l'activité pharmaceutique héritée d'un père — décédé — qui était ministre sous Ben Bella. Mais, pour bâtir son empire, il est clair que R. Khalifa a eu besoin de puissants appuis. Il va les cher-

cher un à un, dans une extraordinaire quête de «pistons» qui dévoilera un stratège d'une grande intelligence. Dans la majorité des cas, il s'attachera les services des fils ou des filles de ses futurs protecteurs, services qu'il rémunérera à des tarifs qui sont souvent le triple, voire plus, des salaires en vigueur dans les autres sociétés publiques et privées. L'empire prend forme. L'ascension est fulgurante. La banque d'abord, clé de voûte d'un système bâti sur l'esprit d'entreprise et un remarquable marketing. Puis, une compagnie d'aviation qui va bousculer Air Algérie, empiétrée dans sa lourdeur bureaucratique. Puis, d'autres sociétés dans pratiquement tous les grands secteurs. Parallèlement, le sponsoring et le mécénat tous azimuts lui permettront de gagner l'estime d'un grand nombre de supporters et de passionnés de la culture, sans compter les milliers de jeunes chômeurs qui venaient de réaliser le rêve de leur vie, en entrant par la grande porte dans le monde du travail.

Mais, oubliant pour une fois d'être réaliste, le «golden-boy» qui venait d'être secoué par une première secousse, commet l'irréparable : créer deux chaînes de télévision. J'avais expliqué, à l'époque et dans ces mêmes colonnes, que ce fut la bêtise monumentale de Khalifa, celle qui avait causé sa perte. En agissant ainsi, il s'était mis tout le monde à dos. D'abord le lobby des médias français qui accueillait mal ce canal alternatif. Pas l'une de ces télé-marginales vouées aux petits scores de l'audimat, mais une vraie chaîne généraliste, boostée par des recrutements de prestige (des mannequins huppés présentant les résultats du championnat d'Algérie de football !). Et puis, il y avait le ton, révolutionnaire, pro-arabe, inhabituel dans les médias audiovisuels locaux. Pour s'en convaincre, il suffisait de suivre le journal télévisé. Nos frères mar-

chins n'aimaient pas également ces deux télévisés qui donnaient une image du Sahara occidentale proche de la vision algérienne ! Deux chaînes d'ailleurs qui risquaient de compromettre les projets maison, et notamment celui de la future Médi Sat 1, nid de manipulateurs franco-marocains. Enfin, troisième lobby déstabilisé par ces chaînes, le pouvoir algérien radicalement opposé à toute ouverture de l'audio-visuel et qui voyait d'un mauvais œil le ton libre — pourtant pas hostile au début — de ces commentaires et images, soudainement affranchis du lourd fardeau de la censure, spécialité maison de l'Unique.

Et lorsque, visiblement par réaction aux ennuis qui commençaient à lézarder son empire, R. Khalifa opta pour la critique systématique du pouvoir, choisissant de privilégier les candidats de l'opposition, et principalement Ali Benflis, tout le monde avait compris que la chute allait être brutale et que ce qui restait de l'œuvre colossale bâtie en quelques années allait s'écrouler. Mais, il serait puéril de poser la problématique politique de ce procès sous l'angle des hypothèses et des probabilités. Il est indéniable que R. Khalifa a précipité sa chute et creusé sa propre tombe en choisissant de s'attaquer d'une manière frontale au candidat Bouteflika. Même si le président n'est pas concerné, l'appareil mis en place par des cercles agissant en son nom avait systématiquement procédé à une véritable chasse aux sorcières au lendemain du 8 avril. C'est un chapitre qui s'écrira un jour, tant ils furent nombreux les proches et les sympathisants de Benflis à avoir payé leur choix. Il aurait été impensable que des gabarits comme R. Khalifa ou Mohamed Benchicou soient «oubliés» ! Mais, quand des responsables de sociétés Khalifa se font prendre la main dans le sac à l'aéroport d'Alger, nul ne peut crier au règlement de comptes politique !

C'était avec la création des fameuses TV, la faute à ne pas commettre.

Aujourd'hui, tout observateur neutre ne peut constater l'existence de preuves accablantes de délits économiques très graves. Y a-t-il, oui ou non, matière à procès ou fallait-il ne pas le tenir pour la raison que le principal accusé est absent ? Fallait-il l'annuler parce que les gros bonnets manquent à l'appel et que le jugement ne concerne que les subalternes ? Questions cruciales certes, mais précisons tout de même que si les personnes présentes sont reconnues coupables et jugées en toute équité, ce ne sera pas un déni de justice. Ce sera une justice rendue à moitié ou au quart, mais ce sera un début de justice quand même. A suivre la manière dont se déroule le procès jusqu'à présent, que l'on nous permette de relever que certains noms cités ne sont pas précisément ceux de ce que l'on appelle les «lampistes». C'est la première fois dans le monde arabe que des ministres en exercice sont convoqués à la barre d'un procès à scandale. Et, à voir certains noms, c'est plutôt l'équipe gouvernementale qui semble au cœur de la tempête. Si c'est un procès politique, il n'éclabousse, pour le moment, que des gens du pouvoir.

Maintenant, il se peut que l'on entende par «procès politique» le fait de juger R. Khalifa pour ses choix politiques. Ce n'est pas le bon raisonnement. Cet homme a-t-il, oui ou non, causé au Trésor public des pertes ahurissantes et utilisé des procédés illégaux pour exporter l'argent, sans compter toutes les autres infractions ? Si nous jugeons, en notre âme et conscience, qu'il ne doit pas être jugé, ni lui, ni ses collaborateurs présumés coupables, pour la bonne et simple raison que ses protecteurs, ceux qui l'ont aidé dans ses crimes économiques, restent «intouchables», nous n'aurons pas été justes. Nul n'est au-dessus de la loi,



Par Maamar FARAH
farahmaamar@yahoo.fr

ni les soutiens de Khalifa, ni Khalifa lui-même.

Je crois sincèrement que la justice algérienne est en face d'une épreuve cruciale. Je dirai même que cet examen déterminant concerne tout le pouvoir. S'il existe réellement des lignes rouges, c'est que la justice d'aujourd'hui est bien celle d'hier. Nous la connaissons et il est inutile d'en rajouter. Si le procès va jusqu'au bout de la vérité, toute la vérité, non seulement la justice algérienne en tirera le plus grand bénéfice et nous en serions fiers, mais c'est tout le régime de Bouteflika qui en récoltera l'usufruit, moralement et politiquement.

Voilà les véritables enjeux de ce procès.

M. F.

(*) : Précisons que la banque Khalifa a été créée avant l'arrivée au pouvoir de M. Bouteflika. Plus encore : peu après son élection, il qualifia les méthodes de Khalifa (à propos du recrutement de pilotes d'Air Algérie) de «banditisme». Mais, par la suite, les relations entre le président et l'homme d'affaires s'étaient améliorées.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

L'A5, LE CARRE DE CHOCOLAT ET LE BISCUIT SEC !

«Le président iranien a annulé son escale à Alger.»
 Qu'il aille se faire pendre !

Brouillard sur l'A5. Dense, accompagné d'une petite brume, un crachin qui rend chaque freinage périlleux. Je suis concentré sur les véhicules qui viennent en face et sur la proximité, à droite, du versant impressionnant des montagnes de Palestro et, sur la gauche, par le contrebas vertigineux. A force de froncer des sourcils, de cligner des yeux, de me protéger des phares aveuglants, je fatigue déjà à la sortie des gorges. Besoin d'un café. Un café fort et chaud. Je le trouve dans le dernier bouiboui à la sortie de Aomar. Ambiance triste et froide. Le thermomètre de bord affiche 4 degrés. Dehors, sur la chaussée boueuse faite de mélasse crasse et de détritiques non ramassés, il doit faire entre 3 et 2 degrés.

Pas un de plus. Je m'engouffre dans le café. Il n'y fait pas plus chaud, à moins de me coller au vieux réchaud qui pétarde dans le fond de la salle peinant à remplir son office. Et c'est là, à moins de 100 kilomètres d'Alger, capitale de la culture arabe, dans ce décor de fin du monde, dans cette pénombre accentuée par une aube qui tarde à se lever, au son d'un appareil à café qui donne l'impression de rendre l'âme à chacune de ses expirations de vapeur, c'est là que j'ai trouvé le sens d'un procès. Ou plutôt son non-sens. Le patron, seul à servir derrière le comptoir, une barbe de deux jours lui mangeant un visage pas tout à fait reposé d'une nuit de sommeil apparemment agité engage sans me le demander une discussion. Je dois être une aubaine pour lui, un client à 5 heures du matin, ça aide à dégripper le moulin

à paroles, ça ressoude les neurones et ça réchauffe un peu mieux que le vieux réchaud phtisique :

— Wach, tu viens d'Alger ?

L'homme n'attend même pas confirmation et enchaîne :

— Alors, ce procès dialkoum ? C'est pour bientôt ? Il paraît que cette fois-ci, vous allez en finir avec la corruption...

Et l'homme part d'un fou rire terrible, un séisme à l'échelle ouverte de son double menton agité de soubresauts convulsifs. Là, je crois qu'il est enfin réveillé. Du bon pied, celui du bonhomme qui en a sorti une bonne, la vanne qui tue. Son hilarité est contagieuse. Car, dans la foulée, entre deux hoquets, le cafetier me lance :

— Tu sais, mon frère, le jour où la corruption sera réellement combattue, et que tu repasseras par ici pour un café, je te le servirai dans une belle tasse, avec sur le rebord de la sous-tasse un carré de chocolat et un biscuit sec offerts par la maison. J'ai ri. J'ai ri à l'évocation, en ces lieux lugubres de ces petites sucreries, de ce carré de chocolat et de ce biscuit, de ces petites gâteries, de ces petites douceurs d'un autre monde. J'ai ri, tout comme l'homme avait ri à l'évocation goguenarde d'un procès crédible. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

P.S. : Encore une fois, toutes mes excuses pour l'absence d'hier mercredi. Une panne Internet m'a isolé du reste du pays, me contraignant à un ermitage frustrant et me privant d'un plaisir de vous rencontrer chaque matin. Désolé !

Le Fumeur de Thé

